

Zaventem, le 7 septembre 2018

Mais quelle mouche a piqué la CSC-SP ?

Nous ne comprenons pas l'attitude de la CSC SP Police au sujet des décisions du gouvernement dans le cadre du conclave de l'été (harmonisation des systèmes de congé médical à la Fonction publique en ce les moyens spéciaux de l'Etat comme la police) et des discussions qui se déroulent pour le moment (assez chaotiques) en Comité B (le comité de négociation pour TOUTE la Fonction publique).

Mercredi, chaque organisation syndicale représentative du secteur policier rencontrait le ministre de l'Intérieur en bilatérale informelle. Selon ce que nous lisons des communications de la CSC SP Police, le ministre de l'Intérieur leur aurait dit tout autre chose qu'à nous semble-t-il !

D'autre part et au même moment, des débats difficiles avaient lieu au Comité B sur le projet de Codex (refonte totale du statut de la Fonction publique pour laquelle le secteur policier est peu concerné puisque relevant d'un statut sui generis), projet de Codex qui porte en sa partie XII un article abordant les systèmes de congé médical. Depuis des semaines, le ministre Vandeput compétent pour ce dossier refusait d'aligner le contenu de cet article avec les décisions prises au conclave de l'été (voir notre communiqué de début août). Mais hier, au même moment que la CSC SP Police entrait en bilatérale avec le ministre Jambon, son confrère alignait ENFIN le fameux article.

Mais il ne faisait pas que cela : à la question de notre représentant, M. Vandeput a clairement confirmé que la spécificité du secteur policier (deux pouvoirs : fédéral pour lequel il est compétent et local pour lequel M. Jambon est compétent) l'obligeait à confier le dossier à M. Jambon pour un débat propre à la police : ce sera comme nous l'écrivions vers le début décembre.

Nous apprenons que les trois centrales intersectorielles CGSP, CSC SP et SLFP forment un front commun pour des actions le 28/09.

Nous considérons qu'il est plus approprié pour l'intérêt des membres du personnel du secteur policier d'attendre les propositions concrètes dans le but de négocier, plutôt que de déclarer la guerre. Car selon ce que nous a dit M. Jambon mercredi après-midi, il nous paraît très clair qu'il est prêt à aller très loin.

Pour notre part et pour le moment, nous avançons avec prudence et nous attendons la véritable négociation sectorielle.

Vincent **Gilles**
Président National
+32475304864

Vincent **Houssin**
Vice-Président National
+32485184952

